



Centre des Archives de l'Armement et du
Personnel Civil (CAAPC)

211 Grande Rue de Châteauneuf CS 50650	86100 Châtelleraut Cedex
---	-----------------------------

PJ n°6 – Justification du respect des prescriptions applicables

N° Etude : ET-128-032020

Novembre	2020
----------	------



SOMMAIRE

I. Avant-propos	3
II. Tableau de recolement	4

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Justification du respect des prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 1530 au régime d'enregistrement	5
--	---

I. AVANT-PROPOS

Le Centre des Archives de l'Armement et des Personnels Civils (CAAPC) dépendant du Service Historique de la Défense (SHD), projette la création d'un nouveau bâtiment de stockage d'Archives sur son site actuel de Châtellerault (86). Au regard des activités, la nature et les volumes de stockage projetés, l'établissement est soumis au régime d'**enregistrement au titre de la rubrique 1530** de la nomenclature des ICPE (**cf. Demande d'enregistrement**).

A ce titre, le site projeté doit répondre aux prescriptions applicables issues de l'arrêté ministériel suivant :

Arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'*article R.512-46-4 du Code de l'environnement*, la présente demande d'enregistrement au titre des ICPE comprend un document justifiant du respect des prescriptions générales applicables à l'installation édictées par le ministre chargé des installations classées. Le présent document rend notamment compte des mesures retenues et des performances attendues pour garantir le respect de ces prescriptions.

Aussi, selon l'article 2 de l'arrêté du 15/04/10 susnommé, « *Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables. Toutefois, certaines dispositions sont également applicables aux installations existantes dans les conditions définies à l'annexe II.*

Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-12 du code de l'environnement, l'intégralité des points des annexes I et III ne s'appliquent néanmoins qu'à l'extension elle-même, la partie existante restant soumise aux dispositions antérieures. ».

Les prescriptions applicables aux installations existantes sont indiquées dans le tableau – **en bleu**.

Remarque : Au vu du projet et de la situation de l'établissement et afin d'établir un état des lieux exhaustif des installations actuellement présentes au sein du site, le récolement des installations existantes aux prescriptions issues de l'arrêté ministériel du 15/04/10 susnommé sera réalisé dans son intégralité.

II. TABLEAU DE RECOLEMENT

Le tableau suivant présente les différentes justifications du respect des prescriptions applicables issues de l'arrêté susnommé relatif à la rubrique 1530 de la nomenclature des ICPE.

Les avis de conformité, présentés dans les tableaux suivants, sont fournis sous la forme codifiée en regard de la prescription associée :

- **C** : Conformité
- **NC** : Non Conforme
- **DA** : Demande d'Aménagement
- **SO** : Sans Objet (exigence hors champ de l'audit ou pas d'exigence spécifiée)
- **NA** : Non Applicable (exigence ne concernant pas l'installation)
- **NV** : Non Vérifiable (n'a pu être vérifié ou absence de justificatifs)

Lorsque des pièces sont demandées par le relevé de justificatifs du respect de l'arrêté de prescriptions générales, elles sont fournies en annexe ou directement dans les différentes pièces du dossier et leurs références sont indiquées dans le tableau.

Les prescriptions qui font l'objet de demandes d'aménagement sont détaillés en **Pièce jointe n°7**, à laquelle il conviendra de se référer – **en orange**.

Tableau 1 : Justification du respect des prescriptions applicables aux installations classées relevant de la rubrique 1530 au régime d'enregistrement

Arrêté Ministériel du 15/04/10 (Rubrique 1530 - Enregistrement) – Annexe I			
Point	Contenu	Conformité	Justification
1. Dispositions générales			
1.1	<p>Conformité de l'installation au dossier d'enregistrement</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints au dossier d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>
1.2	<p>Dossier installation classée</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>
1.3	<p>Entraînement des poussières et de boue</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées. 	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour assurer le maintien du site dans un état propre.</p> <p>Les voies de circulation, les aires de stationnement et les espaces verts sont précisées sur le Plan de composition (cf. PJ n°3).</p>
1.4	<p>Intégration dans le paysage</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour assurer le maintien du site dans un état propre. Les espaces verts sont régulièrement entretenus.</p> <p>Les dispositions prises en matière d'intégration paysagère du bâtiment projeté sont précisées dans la Note environnementale (cf. PJ n°10).</p>

2. Risques		
2.1. Implantation		
2.1	<p>Les limites des stockages sont implantées à une distance minimale des limites du site calculée de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte de l'établissement en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport aux matières combustibles potentiellement stockées en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>Cette distance est au moins égale à 20 mètres.</p> <p>Pour les dépôts existants, une distance de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement est respectée à compter du 3 décembre 2010 sauf si des dispositifs compensatoires ont été mis en place. Ces dispositifs pourront être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des rideaux d'eau ; - ou des systèmes d'extinction automatique ; - ou des murs extérieurs REI 120. 	<p>C</p> <p><u>Projet :</u> L'implantation du bâtiment projeté est précisée sur le Plan de composition (<i>cf. PJ n°3</i>). Une étude des flux thermiques a été réalisée par la méthode Flumilog au droit du bâtiment projeté (<i>cf. Annexe 11</i>). Elle démontre que l'implantation des parois du bâtiment projeté respecte les dispositions du présent point. Les conclusions de cette étude sont présentées en suivant.</p> <p>La modélisation des flux thermiques réalisée par la méthode FLUMILOG en cas d'incendie survenant au sein du bâtiment de stockage d'archives projeté par le CAAPC montre, pour des conditions de stockage majorantes, que les flux thermiques de 3, 5 et 8 kW/m² ne sont pas atteints.</p> <p>Le bâtiment de stockage projeté se situe au plus proche à 20 m des limites du site (<i>cf. PJ n°3</i>).</p> <p>C</p> <p><u>Existant :</u> Les bâtiments de stockage existants (131, 132, 133, 133-1, 239, 161, 162 et 174) sont situés en limite de site.</p> <p>Les bâtiments 131, 132 et 133 sont munis d'un système d'extinction automatique. Un écran de protection REI 120 a par ailleurs été installé au droit de la paroi Nord du bâtiment 133 (au voisinage de l'AFPA, <i>cf. Demande d'enregistrement</i>).</p> <p>Les bâtiments 133-1 et 174 sont découpées en alvéoles de 100 m² séparées par des parois REI 120.</p> <p>Les bâtiments 162 et 239 (situé au-dessus du bâtiment 133-1) ne font actuellement pas l'objet d'un dispositif compensatoire.</p> <p>Une étude des flux thermiques a ainsi été réalisée au droit des bâtiments de stockage existants (<i>cf. Annexe 12</i>). Dans la mesure où les stockages du bâtiment 162 feront l'objet d'un réaménagement, l'étude démontre que l'implantation des parois des bâtiments existants respecte les dispositions du présent point (effets létaux contenus dans l'enceinte de l'établissement).</p> <p>C</p>

	<p>Le stockage est par ailleurs situé à plus de 30 mètres de tous les produits et installations au sein de l'établissement susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage, sauf si l'exploitant met en place des équipements dont il justifie la pertinence afin que ces produits et installations soient protégés de tels effets dominos. Les éléments de démonstration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 3 décembre 2010 aux installations régulièrement autorisées à la date de parution du présent arrêté augmentée de quatre mois.</p> <p>L'installation ne comprend pas, ne surmonte pas ni n'est surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers. Le stockage en sous-sol est interdit, c'est-à-dire en dessous du niveau dit de référence.</p> <p>Le niveau de référence est celui de la voirie interne au site située au pied du bâtiment et desservant la construction utilisable par les engins des services d'incendie et de secours. S'il y a deux accès par des voies situées à des niveaux différents, le niveau de référence est déterminé par la voie la plus basse.</p> <p>Les dispositions du présent point, lorsqu'elles sont applicables aux dépôts existants, ne sont pas applicables aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Aucun produit ou installation présent sur le site n'est susceptible de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie des stockages.</p> <p>Les conséquences d'un incendie survenant au droit des stockages existant sont étudiés dans l'étude des flux thermiques par la méthode Flumilog (<i>cf. Annexe 12</i>).</p> <p>Aucune habitation n'est située au sein de l'établissement. Aucun stockage en sous-sol n'est réalisé ou projeté.</p>
2.2. Construction. Accessibilité			
2.2.1	<p>Accessibilité au site</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention " accès pompiers ". Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type " stationnement interdit ".</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</p>	C	<p><u>Projet :</u></p> <p>Les accès au site et les zones de stationnement sont localisés sur le Plan de composition (<i>cf. PJ n°3</i>) et le Plan des secours (<i>cf. Annexe 10</i>) et sont précisés dans la Demande d'enregistrement.</p> <p><u>Existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>

2.2.2	<p>Accessibilité des engins à proximité de l'installation</p> <p>Une voie " engins ", dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles définies aux 2.2.4 et 2.2.5 et la voie " engin ". <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engin " permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>L'implantation et les caractéristiques de la voie engins du site sont indiquées sur le Plan des secours (cf. Annexe 10).</p> <p>L'ensemble des caractéristiques présentées au présent point sont respectées.</p> <p>La voie engins permettra la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation.</p>
2.2.3	<p>Mise en station des échelles</p> <p>Chaque cellule a au moins une façade accessible desservie par une voie permettant la circulation et la mise en station des échelles et bras élévateurs articulés. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au 2.2.2.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle aérienne mise en station permet d'accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et de défendre chaque mur séparatif coupe-feu.</p> <p>La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ; - a distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm². 	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Des aires de mise en station des moyens aériens conformes aux dispositions du présent point sont projetées le long de la voie engins.</p> <p>Elles sont localisées sur le Plan des secours (cf. Annexe 10).</p>

	<p>Par ailleurs, pour toute installation de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie " échelle " permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins deux accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées si la cellule a une surface de moins de 2 000 mètres carrés respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif automatique d'extinction ; - la cellule ne comporte pas de mezzanine. <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>		
2.2.4	<p>Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins</p> <p>A partir de chaque voie " engins " ou " échelle " est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Les issues de secours et accès au bâtiment projeté respectent les dispositions du présent point (<i>cf. Annexe 5.1</i>).</p>
2.2.5	<p>Accès au dépôt des secours</p> <p>Les accès du dépôt permettent l'intervention rapide des secours. Leur nombre minimal permet que tout point du dépôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un d'eux et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins vers l'extérieur du dépôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1000 mètres carrés.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	C	<p><u>Projet :</u></p> <p>Les cellules de stockage projetées possèdent une surface d'environ 200 m² (<i>cf. Demande d'enregistrement</i>).</p> <p>Les issues de secours et accès au bâtiment projeté respectent les dispositions du présent point (<i>cf. Annexe 5.1</i>).</p> <p><u>Existant :</u></p> <p>Un ensemble de portes et issues de secours donnant sur l'extérieur sont présentes au droit des parois des bâtiments de stockage existants (<i>cf. Annexe 3</i>).</p>

Dispositions relatives aux dépôts couverts		
2.2.6	<p>Structure des bâtiments</p> <p>L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 ; - l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; - pour les dépôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R 60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - pour les dépôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins ; - les murs séparatifs entre deux cellules sont REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou 0,50 mètre en saillie de la façade, dans la continuité de la paroi. ; - les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0 ; - les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique ; - les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. <p>Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120 ; - sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. <p>De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur d'une cellule :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plafond est REI 120 ; - le plancher est également REI 120 si les bureaux sont situés en étage ; - les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont enclouonnés par des parois REI 60 et construits en matériaux A2 s1 d0. Ils débouchent directement à l'air libre, sinon sur des circulations enclouonnées de même degré coupe-feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont E 60 C2 ; - le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl) ; 	<p>C</p> <p><u>Projet :</u> L'étude de non-ruine du bâtiment projeté sera réalisée en amont du début des travaux de construction.</p> <p>C</p> <p>Les dispositions constructives de chaque élément du bâtiment de stockage projeté respectent les caractéristiques du présent point et sont précisées en Annexe 6.</p> <p>Le système de sécurité incendie du projet (dont détection et asservissement) est précisé en Annexe 13.</p> <p><u>Existant :</u> Le caractère coupe-feu de certaines parois des bâtiments de stockage existants a été déterminé par un diagnostic structurel sur murs, disponible en Annexe 4. Les parois extérieures des bâtiments de stockage existants sont incombustibles. La structure est au moins R 15. Les bâtiments Nord n°131, 132, 133 et 133-1 sont séparés les uns des autres par des murs coupe-feu ≥ 2 heures (cf. Annexe 4) équipés de blocs-portes coupe-feu. Les chaufferies sont isolées des autres installations par des parois REI 120.</p> <p><u>Projet et existant :</u> Les bureaux et locaux sociaux sont localisés dans des bâtiments séparés des cellules de stockage par une distance au moins égale à 10 m ou par des parois coupe-feu ≥ 2 heures (cf. Annexe 4, Demande d'enregistrement, PJ n°3).</p>

	<p>- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes...) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes satisfont une classe de durabilité C2 ;</p> <p>- en ce qui concerne les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit ils sont de classe A2 s1 d0 ; - soit le système " support + isolants " est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après : - l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. <p>- le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ;</p> <p>- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>		
2.2.7	<p>Cellules</p> <p>A l'exception des stockages de papier en bobine (autre que papiers d'hygiène) et des stockages de pâte en balles pour lesquelles les tailles de cellules ne sont pas limitées, les cellules ont une surface maximale de :</p> <p>2 500 mètres carrés pour les stockages de papiers récupérés ;</p> <p>6 000 mètres carrés pour les autres types de papiers dont les bobines de papier hygiène.</p>	C	<p><u>Projet :</u></p> <p>Les cellules de stockages projetées possèdent une surface d'environ 200 m² (<i>cf. Demande d'enregistrement</i>). L'organisation des cellules et des stockages présents au sein des 4 niveaux du bâtiment projeté est précisée en Annexe 5.1.</p> <p><u>Existant :</u></p> <p>La surface des cellules de stockage existantes sont précisées dans la Demande d'enregistrement.</p>
2.2.8	<p>Cantonnement et désenfumage</p> <p>2.2.8.1. Cantonnement</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Les écrans de cantonnement sont DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006.</p> <p>La hauteur des écrans de cantonnement est déterminée conformément à l'annexe de l'instruction technique 246 du ministre chargé de l'intérieur susvisée.</p>	C	<p><u>Projet :</u></p> <p>Les cellules de stockages projetées possèdent une surface d'environ 200 m² (<i>cf. Demande d'enregistrement</i>).</p> <p><u>Existant :</u></p> <p>La toiture des bâtiments 131, 132, 133 est à redans partiels (shed). Ils constituent des écrans de cantonnement divisant les cellules en cantons de moins de 500 m².</p> <p>Les bâtiments 133-1 et 171 sont constitués de cellules de stockage d'environ 100 m².</p>

<p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p> <p>2.2.8.2. Désenfumage Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle ou autocommande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules. La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ; - classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; - classe de température ambiante T(00) ; - classe d'exposition à la chaleur B 300. <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.</p>	<p>DA</p>	<p>Le bâtiment 162 constitue une cellule d'environ 1300 m², Le bâtiment 239 constitue une cellule d'environ 1850 m².</p> <p>Projet : → Une demande d'aménagement de cette prescription est sollicitée par le CAAPC afin que le désenfumage des cellules soit mécanique et réalisé conformément à l'IT246 (cf. PJ n°7).</p> <p>Les dispositifs de désenfumage projetés sont décrits en Annexe 14.</p> <p>Existant : Les bâtiments 131, 132, 133, 133-1 et 174 bénéficient de dispositifs de désenfumage.</p>
--	-----------	---

	<p>En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p> <p>2.2.8.3. Amenées d'air frais Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	DA	<p><u>Projet :</u> → Une demande d'aménagement de cette prescription est sollicitée par le CAAPC afin que les amenées d'air soient mécaniques et réalisées conformément à l'IT246 (cf. PJ n°7).</p> <p>Les dispositifs d'amenées d'air projetés sont décrits en Annexe 14.</p> <p><u>Existant :</u> Un ensemble de portes et issues de secours donnant sur l'extérieur sont présentes au droit des parois des bâtiments de stockage existants (cf. Annexe 3).</p>
2.2.9	<p>Systèmes de détection incendie La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne l'alarme d'évacuation immédiate perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p>	C	<p><u>Projet :</u> Le système de détection incendie est décrit en Annexe 13. Les dispositifs de détection automatique d'incendie ont été dimensionnés et seront mis en place conformément aux référentiels connus par un organisme qualifié.</p> <p><u>Existant :</u> L'ensemble des bâtiments de stockage existants sont munis d'un système de détection automatique d'incendie. La détection automatique et la diffusion des alarmes sont reliées et gérées par le système de sécurité incendie du site.</p>
2.2.10	<p>Système d'extinction automatique Pour les papiers les plus légers, à savoir : - les papiers de grammage inférieur à 48 g/m², pour les produits non stockés sous forme de bobine ; - les papiers de grammage inférieur ou égal à 42 g/m², dont les papiers d'hygiène lorsqu'ils sont stockés sous forme de bobine, les dépôts sont équipés d'un système d'extinction automatique. Les dispositions du présent point sont applicables aux installations existantes soumises à enregistrement dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé après le 3 juin 2009.</p>	C	<p><u>Projet :</u> L'ensemble des cellules dédiées au stockage d'archives papiers disposeront d'un système d'extinction automatique d'incendie par brouillard d'eau.</p> <p><u>Existant :</u> Les bâtiments 131, 132 et 133 sont munis d'un système d'extinction automatique.</p>

2.2.11	<p>Protection contre la foudre L'installation respecte les dispositions de l'arrêté du 15 janvier 2008 susvisé.</p>	C	<p><u>Projet :</u> Une analyse du risque foudre et une étude technique ont été réalisées eu droit du bâtiment projeté (<i>cf. Annexe 15</i>). Aucune protection contre la foudre n'est préconisée. Cependant, le TGBT projeté au sein du bâtiment sera muni d'un parafoudre de type 2 et un parafoudre de type 3 sera installé sur l'alimentation des équipements importants (système SSI, coffret DIRISI, ...).</p> <p><u>Existant :</u> L'établissement est équipé d'installations de protection contre la foudre conformes aux normes en vigueur.</p>
2.2.12	<p>Installations électriques, éclairage et chauffage Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ces parois sont REI 120 et ces portes EI2 120 C.</p> <p>Le chauffage du dépôt et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. « Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté : « - les aérothermes sont de type C au sens de la norme FD CEN/ TR 1749 (version de novembre 2015) ; « - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;</p>	C	<p><u>Projet :</u> Les équipements électriques, d'éclairage et de chauffage installés seront conformes aux dispositions du Code du travail. L'éclairage artificiel sera effectué par un éclairage électrique.</p> <p>Les gainages électriques et les parois des conduits seront EI 120 minutes. Toutes les dispositions seront prises afin d'éviter la propagation d'un éventuel incendie par les gaines, ou conduits de ventilation que ce soit à partir des locaux techniques ou dans le sens inverse des cellules.</p> <p>Le projet ne prévoit pas la création d'un nouveau poste de transformation. L'alimentation en courant fort du nouveau bâtiment trouvera son origine depuis le poste HT/BT situé dans le bâtiment 140. Le chauffage du bâtiment sera assuré par 2 chaudières gaz à condensation de 300 kW chacune. L'alimentation en gaz naturel sera réalisée par piquage sur le réseau d'alimentation des chaufferies existantes. La chaufferie et sa sous-station seront implantées dans le local « Chaufferie » au rez-de-chaussée. Ces deux chaudières auront pour fonction la production d'eau chaude pour les batteries d'eau chaude des CTA (Centrale de Traitement d'Air), les radiateurs de chauffage (ERP et bureau magasinier) et la ventilation hygiénique (caisson double flux) des locaux hors cellule de stockage.</p>

	<p>« - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</p> <p>« - les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ;</p> <p>« - toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</p> <p>« - une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz ou détection d'absence de flamme au niveau de l'aérotherme, entraîner la fermeture de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</p> <p>« - toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120° C. En cas de d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</p> <p>« - les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. »</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p> <p>Les dispositions du présent point sont applicables aux installations existantes soumises à enregistrement et précédemment autorisées à partir du 3 juin 2010.</p>		<p><u>Existant :</u></p> <p>Les équipements électriques, d'éclairage et de chauffage actuels sont conformes aux dispositions du Code du travail. L'éclairage artificiel est effectué par un éclairage électrique. Les dispositifs de chauffage des dépôts existants sont décrits dans la Demande d'enregistrement.</p>
2.2.13	<p>Chaufferie et local de charge de batterie</p> <p>S'il existe une chaufferie ou un local de charge de batteries des chariots, ceux-ci sont situés dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur au dépôt ou isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et le dépôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60-C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore et visuel d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockages sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p>	C	<p><u>Projet :</u></p> <p>Le local chaufferie sera séparé des autres installations par des parois REI 120 minutes et est localisé sur le Plan de masse du rez-de-chaussée du bâtiment projeté (cf. Annexe 5.1).</p> <p>L'ensemble des réseaux sont indiqués sur le Plan de composition (cf. PJ n°3).</p> <p><u>Existant :</u></p> <p>Les chaufferies actuelles sont isolées des autres installations du site par des parois coupe-feu 2h. Elles sont munies de détecteurs de fuite de gaz.</p>

Dispositions relatives à l'ensemble des stockages			
2.2.14	<p>Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). <p>Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique D 9 susvisé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout dépôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de la présente annexe.</p>	C	<p><u>Projet :</u></p> <p>Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont précisés dans la Demande d'enregistrement et localisés sur le Plan des secours (cf. Annexe 10).</p> <p>Les besoins en eau incendie nécessaires à l'intervention des services de secours extérieurs estimés à l'aide du document technique D9 (cf. Annexe 8) conduisent à un volume de 60 m³/h, soit 120 m³ pendant 2 heures. Ce volume est inférieur au volume prévu par le présent point. Les besoins en eau incendie s'élèvent à 120 m³/h pendant 2 heures, soit 240 m³.</p> <p>Ces besoins seront couverts par les 3 poteaux incendie internes au site et les 2 poteaux incendie projetés à proximité du bâtiment, chacun pouvant fournir au moins 120 m³/h à 1 bar de pression (cf. Annexe 9).</p> <p>L'implantation des poteaux incendie est précisée sur le Plan des secours (cf. Annexe 10).</p> <p>L'établissement sera également équipé d'un parc d'extincteurs et RIA conformes aux référentiels connus.</p> <p><u>Existant :</u></p> <p>L'établissement est équipé d'un parc d'extincteurs conformes aux référentiels connus. Les bâtiments de stockage sont munis de RIA (cf. Demande d'enregistrement).</p> <p>Le site dispose de 3 poteaux incendie localisés sur le Plan des secours (cf. Annexe 10) et pouvant fournir au moins 120 m³/h à 1 bar de pression (cf. Annexe 9).</p> <p>Des exercices réguliers d'intervention et d'évacuation menés en collaboration avec le SDIS 86 sont organisés.</p>
2.2.15	<p>Cuvettes de rétention</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>

	<p>si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p>		
2.2.16	<p>Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe au dépôt, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Ces systèmes de relevage sont munis d'un dispositif d'arrêt automatique et manuel. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé par le plus grand résultat des sommes pour chaque cellule du dépôt :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage. 	C	<p><u>Projet :</u></p> <p>Le volume de rétention nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie a été déterminé à l'aide du document technique D9A (<i>cf. Annexe 8</i>). Ce volume à maintenir libre s'élève à 265 m³.</p> <p>En cas d'incendie sur le site, les eaux d'extinction incendie seront collectées et confinées dans une cuve de rétention enterrée adaptée de 266 m³.</p> <p>Elles seront ensuite analysées et évacuées conformément à la réglementation par un prestataire agréé.</p> <p><u>Existant :</u></p> <p>Les dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie des bâtiments de stockage existants sont décrits dans la Note environnementale (<i>cf. PJ n°10</i>).</p>

	Les rejets respectent les valeurs limites suivantes : - matières en suspension : 35 mg/l ; - DCO : 125 mg/l ; - DBO5 : 30 mg/l ; - teneur en hydrocarbures : 10 mg/l.		
2.3. Recensement des potentiels de dangers			
2.3.1	Connaissance des produits. - Etiquetage Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.	C	<u>Projet et existant :</u> Sans objet.
2.3.2.	Etat des stocks L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.	C	<u>Projet et existant :</u> Sans objet.
2.3.3.	Localisation des risques L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.	C	<u>Projet et existant :</u> Au regard de l'activité du site (stockage d'archives), aucune partie de l'installation n'est susceptible d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.
2.4. Exploitation			
2.4.1	Stockages A. Les produits conditionnés forment des îlots limités de la façon suivante : 1. La surface maximale des îlots au sol est de 2 500 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres, la distance entre deux îlots est de 10 mètres minimum. Une distance entre deux îlots inférieure peut être mise en place lorsque le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique à eau de type sprinkleur ou lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés EI 120 surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins 2 mètres ; 2. Pour les stockages couverts, une surface maximale d'îlots de 3 300 mètres carrés est possible sous réserve que la hauteur de stockage ne dépasse alors pas 6 mètres et que la distance entre deux îlots soit supérieure ou égale à 15 mètres. Une hauteur de stockage supérieure aux limites citées ci-dessus peut toutefois être mise en œuvre sous réserve de la mise en place de l'ensemble des mesures compensatoires suivantes :	C	<u>Projet :</u> Les stockages sont détaillés dans la Demande d'enregistrement et localisés sur les Plans de masse de chacun des niveaux du bâtiment projeté (<i>cf. Annexe 5.1</i>). Sur la totalité des 40 cellules d'environ 200 m ² projetées, 33 cellules sont dédiées au stockage d'archives papier, audiovisuelles et électroniques. L'organisation des stockages respecte les dispositions du présent point. Les îlots de stockage posséderont une surface inférieure à 160 m ² . La hauteur maximale de stockage dans chaque cellule s'élève à 2 m. Les archives seront stockées sur des rayonnages métalliques.

	<p>- la distance entre deux îlots est supérieure à la hauteur de l'îlot le plus haut et un système automatique d'extinction à eau de type sprinkleur est mis en place ;</p> <p>- la distance entre chaque îlot et les voies mentionnées aux points 2.2.1 à 2.2.4 est a minima égale à la hauteur de l'îlot augmentée de 20 mètres.</p> <p>Pour tous les stockages couverts, une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage pour les stockages couverts.</p> <p>B. Les produits stockés en palettier forment des îlots d'une surface maximale de 6 000 mètres carrés et d'une hauteur maximale de 8 mètres, sauf si un système automatique d'extinction à eau de type sprinkleur est mis en place.</p> <p>Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection et des éventuels dispositifs d'extinction. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 mètre.</p>		<p><u>Existant :</u></p> <p>Les Plans des stockages des bâtiments existants sont disponibles en Annexe 3.</p>
2.4.2	<p>Matières dangereuses</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie ne sont pas stockées dans la même cellule.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>
2.4.3	<p>Propreté de l'installation</p> <p>Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour assurer le maintien de l'installation dans un état propre.</p>
2.4.4	<p>Travaux</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du stockage, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>

2.4.5.	<p>Consignes d'exploitation Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ; - l'obligation du " permis d'intervention " ou " permis de feu " évoqué au point précédent ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.2.15 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. 	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Les consignes d'exploitation et procédures en situation accidentelle actuellement en place sur le site seront mises à jour en intégrant les dispositifs et installations projetés.</p>
2.4.6	<p>Vérification périodique et maintenance des équipements L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u> Sans objet.</p>
2.4.7	<p>Brûlage L'apport de feu, sous une forme quelconque, à proximité du stockage est interdit à l'exception de travaux réalisés conformément au point 2.4.4.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u> Sans objet.</p>
2.4.8	<p>Surveillance du stockage En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u> Les moyens de surveillance du site et des stockages sont le gardiennage, la vidéosurveillance 24h/24 et la présence d'alarmes.</p>
2.4.9	<p>Stationnement Le stationnement à proximité du stockage, en dehors des stricts besoins d'exploitation, de véhicules susceptibles par propagation de conduire à un incendie dans le stockage ou d'aggraver les conséquences d'un incendie s'y produisant est interdit.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u> Les zones de stationnement sont précisées sur le Plan de composition (cf. PJ n°3).</p>

3. Eau			
3.1	<p>Plan des réseaux Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). 	C	<p><u>Projet :</u> Les réseaux projetés sont indiqués sur le Plan de composition (cf. PJ n°3).</p> <p><u>Existant :</u> Les réseaux existants sont indiqués sur le Plan de masse du site actuel (cf. Annexe 2).</p>
3.2	<p>Entretien et surveillance Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p>	C C	<p><u>Projet et existant :</u> Sans objet.</p> <p>Le réseau d'alimentation du site en eau potable est muni, en amont, d'un clapet anti-retour permettant d'éviter tout risque de retour de substance dans le réseau public d'adduction en eau potable.</p>
3.3	<p>Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes ; - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. 	C	<p><u>Projet et existant :</u> Sans objet.</p>

3.4	<p>Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parkings, etc.) du dépôt en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>	C	<p><u>Projet :</u></p> <p>Au droit du projet, et sur une superficie totale de 9 865 m² (correspondant à environ 25 % de la surface totale du site), les eaux pluviales seront collectées par un réseau spécifique puis transiteront par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être prises en charge par une rétention enterrée de type SAUL (Structures alvéolaires ultralégères) d'un volume de 260 m³ (<i>cf. Annexe 7.1</i>), dimensionnée sur la base d'une pluie de retour de 10 ans.</p> <p>Les eaux pluviales ainsi traitées seront rejetées au cours d'eau de l'Envigne à un débit régulé maximal de 1,6 L/s, correspondant à 10 % du QMNA5 de l'Envigne (<i>cf. PJ n°10</i>). Le secteur de projet pris en compte ainsi que les installations prévues en matière de gestion des eaux pluviales sont localisés sur la figure suivante et le Plan d'assainissement EU et EP (Eaux Usées et Eaux Pluviales), disponible en <i>Annexe 7.2</i>.</p> <p><u>Existant :</u></p> <p>La gestion des eaux pluviales du site actuel est décrite dans la Note environnementale (<i>cf. PJ n°10</i>).</p>
3.5	<p>Eaux domestiques</p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative puis sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Comme actuellement, les eaux usées sanitaires seront collectées de manière séparative puis seront prises en charge par le réseau d'assainissement collectif de la commune de Châtellerault.</p> <p>Les réseaux d'eaux usées sanitaires sont localisés sur la Plan de composition (<i>cf. PJ n°3</i>).</p>
4. Déchets			
4.1	<p>Généralités</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; 	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>L'ensemble des mesures prises par l'exploitant en matière de gestion des déchets sont précisées dans la Note environnementale (<i>cf. PJ n°10</i>).</p>

	- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.		
4.2	<p>Stockage des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>L'ensemble des mesures prises par l'exploitant en matière de gestion des déchets sont précisées dans la Note environnementale (<i>cf. PJ n°10</i>).</p>
4.3	<p>Elimination des déchets</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>L'ensemble des mesures prises par l'exploitant en matière de gestion des déchets sont précisées dans la Note environnementale (<i>cf. PJ n°10</i>).</p>
5. Bruit et vibration			
5.1	<p>Valeurs limites de bruit</p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; - zones à émergence réglementée : - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>L'activité de stockage n'est pas à l'origine de nuisances sonores particulières.</p> <p>Les dispositions prises par l'exploitant en matière de limitation de l'émission de bruit dans l'environnement sont précisées dans la Note environnementale (<i>cf. PJ n°10</i>).</p>

	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés		
	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)		
	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)		
	<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>				
5.2	<p>Véhicules. - Engins de chantier Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>			C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>
5.3	<p>Vibrations Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe III.</p>			C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>
5.4	<p>Surveillance par l'exploitant des émissions sonores L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>			C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation sur l'ensemble du site, puis renouvelée au moins tous les 3 ans par un organisme qualifié.</p>

6. Mise en sécurité et remise en et en fin d'exploitation			
6.	<p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;- les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.	C	<p><u>Projet et existant :</u></p> <p>Sans objet.</p>